

## **Pour 75% des dirigeants de PME / TPE les questions économiques touchant à la vie des entreprises ne sont pas suffisamment présentes dans le débat électoral !**

A l'occasion de l'ouverture du Salon des Entrepreneurs, Jean-Pierre Alix, Président du Conseil Supérieur de l'Ordre des Experts-Comptables a présenté les résultats de la deuxième édition du baromètre de conjoncture bimestriel des PME & TPE (entreprises de 0 à 249 salariés) réalisé par l'Ordre des Experts-Comptables avec le concours de TNS Sofres.

### **La perception dégradée de la situation économique et sociale constatée en novembre dernier par les chefs d'entreprises se confirme. Cette vision s'étend maintenant à leur propre secteur d'activité :**

- En ce qui concerne le climat de leur secteur d'activité, le recul est très net pour les dirigeants de TPE : 57% des dirigeants de PME et de TPE sont pessimistes (+ 7 points par rapport à novembre), 41% seulement restent optimistes (49% il y a deux mois).

### **Cette perception ne relance pas la perspective de créations d'emplois :**

- 82% des dirigeants de PME / TPE avec salariés n'envisagent pas de hausse pour leur effectif.
- Pour les entreprises sans salariés, les chiffres sont sans appel : 96% d'entre eux n'envisagent pas d'embaucher un collaborateur d'ici trois mois.

### **Concernant le débat sur la mise en place du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu dans les entreprises, les dirigeants sont partagés selon la taille de l'entreprise :**

- Pour 49% des dirigeants des PME et TPE, la mise en place de cette mesure serait facile. Il est important cependant de souligner que la tendance s'inverse selon la taille de l'entreprise :
  - 50% des chefs d'entreprises de TPE pensent que la mise en place serait aisée contre 43% pour lesquels cela serait délicat.
  - 41% des dirigeants PME pensent que ce serait facile et pour 53% difficile.

### **Le jugement que portent les dirigeants de PME / TPE sur la place accordée aux questions économiques dans la campagne électorale est particulièrement sévère :**

- Une très forte majorité d'entre eux, 75%, estiment que ces questions n'ont pas la place qu'elles méritent contre 18% seulement qui estiment qu'elle est suffisante, ce quelle que soit la taille de l'entreprise.
- Le jugement est d'autant plus sévère lorsque ce sont des femmes qui dirigent les entreprises (79% d'entre elles estiment que la place accordée est insuffisante).

### **Quant à la question sur la première réforme attendue du prochain Président de la République :**

- la baisse des charges arrive très largement en tête (50%),
- puis, la baisse des dépenses publiques (15%),
- la simplification de la législation du travail (10%),
- l'adaptation du système éducatif au monde du travail (9%),
- seulement en 5<sup>ème</sup> place, l'assouplissement des 35 heures (7%),
- enfin, la diminution de l'impôt sur les sociétés (4%).

« Ce classement confirme ce que nous constatons depuis longtemps dans les entreprises que nous conseillons. Le poids des charges pour les entreprises est un réel frein » rappelle Jean-Pierre Alix. « C'est un enjeu qui devra être au cœur des mesures que proposera le prochain Président de la République en faveur des entreprises, pour leur redonner un gain de compétitivité et contribuer ainsi à relancer l'activité économique et l'emploi dans notre pays ».

#### **Information presse :**